

JPM : « Un plan social déguisé »

L'entreprise spécialisée dans les serrures devrait se devrait se séparer d'un quart de ses effectifs d'ici 2010. Un document de la direction confirme la suppression de quatre-vingt-dix postes. La CGT appelle à un débrayage.

Pierre Raynaud

Les craintes de la CGT se confirment : « C'est clairement indiqué dans le rapport de Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC). Le groupe suédois Assa Abloy – propriétaire de JPM – prévoit de réduire ses effectifs en France. JPM sera frappé de plein fouet avec la suppression de quatre-vingt-dix postes », s'indigne Eddy Lamartine, délégué syndical CGT à JPM.

« Nous sommes une usine. En 2010, nous deviendrons un site d'assemblage ».

La direction, contactée à maintes reprises hier mais qui n'a pas souhaité répondre, devrait inciter les départs volontaires et retraite : « On a comptabilisé vingt départs potentiels en retraite d'ici 2010. La moyenne d'âge dans l'usine d'Avermes est de 44 ans. Je vois mal soixante-dix personnes postuler à un départ volontaire. Cette restructuration s'apparente à un plan social déguisé ».

Ces suppressions de postes devraient frapper la production et l'assemblage (45 emplois) et les services partagés –comptabilité, finances, informatiques etc. – (28 emplois à : « la production va trinquer et ce n'est pas une surprise. La volonté du groupe est d'externaliser la production dans des pays à faible coût de main-d'œuvre pour réaliser des gains de productivité ».

« Tout va très vite »

La production des serrures à mortaiser et à monopoint applique, et les verrous devrait être délocalisée en Chine et en Roumanie : « On devrait conserver les produits qui ne sont pas délocalisables comme les petites séries et les séries avec spécificité. Nous sommes aujourd'hui une usine. En 2010, nous deviendrons un site d'assemblage. Lorsqu'on perd son outil de production, tout va alors très vite ». La CGT émet des craintes sur la pérennité de l'usine avermoise : « Il n'y a pas de soucis pour la pérennité de la marque JPM. Par contre, on peut avoir des craintes légitimes pour l'avenir de notre usine ».

« Obtenir des assurances »

La CGT et Force Ouvrière appellent, demain jeudi, à un débrayage à 10 heures : « On espère que les élus vont nous soutenir pour obtenir des assurances sur l'emploi et l'avenir de JPM, à Avermes. On aimerait tant se tromper mais, depuis plusieurs années, on a le nez creux.

2 avril 2008 La Montagne-Moulins, vivre sa ville